

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/Q1/CHE/1

8 juillet 1996

(96-2646)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: français

REPONSES AUX QUESTIONS DE L'AUSTRALIE¹, DES ETATS-UNIS²
ET DU CANADA³ SUR LA NOTIFICATION PRESENTEE PAR
LA SUISSE⁴ CONFORMEMENT A L'ARTICLE XVII

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 juin 1996

Australie

Question

La Suisse peut-elle indiquer quels changements ont été apportés aux arrangements concernant l'importation de farine panifiable par suite des engagements qu'elle a pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay?

Réponse

Le monopole d'importation pour la farine panifiable a été tarifé dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Depuis le 1er juillet 1995, date de l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC pour la Suisse, l'importation, sans restrictions quantitatives, n'est subordonnée qu'à l'obtention d'un permis d'importation automatique délivré par l'Office fédéral de l'agriculture et au paiement du droit de douane consolidé.

¹G/STR/W/8.

²G/STR/W/10.

³G/STR/W/13.

⁴G/STR/N/1/CHE.

Etats-Unis

Question 1

La Suisse a indiqué au titre de la description du fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat (partie 3 du questionnaire de 1960) que:

"La BUTYRA détient en outre un monopole de l'importation du beurre à l'intérieur du contingent tarifaire (...). Cette dernière effectue ses achats à l'étranger dans la mesure nécessaire à la couverture des besoins du pays. Elle doit céder le beurre importé à des prix adaptés aux prix de gros du beurre indigène prescrits par le Conseil fédéral."

La Suisse pourrait-elle décrire les critères appliqués à l'importation de produits et les procédures utilisées pour l'importation de beurre, et préciser le rapport entre les prix à l'importation et les prix intérieurs?

Réponse

Les achats de la BUTYRA sont opérés suivant les critères de qualité usuels (PH, bactériologie, ...) et ne portent que sur des produits de marque. La BUTYRA détermine le montant des importations en fonction des estimations de la demande globale, sans toutefois porter préjudice à la production indigène de beurre. Les prix d'achat à l'étranger sont ceux du marché mondial. Comme décrit dans la notification de la Suisse, les prix du beurre importé au titre du contingent sont adaptés lors de la cession aux commerçants privés aux prix de gros du beurre indigène prescrits par le Conseil fédéral.

Question 2

Au titre de la description du fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat (partie 3 du questionnaire de 1960) la Suisse a indiqué ce qui suit:

"En vertu de l'article 35, alinéa 3), de la Loi sur le blé, si le prix de la farine panifiable indigène est excessif, l'Office fédéral de l'agriculture assure l'approvisionnement en farine à un prix équitable en important, pour son propre compte, de la farine panifiable ou en autorisant l'importation de farine panifiable à un taux de droit de douane réduit."

La Suisse pourrait-elle décrire les critères appliqués pour déterminer si le prix de la farine panifiable est excessif en Suisse et expliquer comment est prise la décision d'autoriser les entreprises privées à intervenir dans le commerce extérieur?

Réponse

Les dispositions de l'article 35, alinéa 3), de la Loi sur le blé visent à assurer un approvisionnement régulier du pays en farine et à prévenir des distorsions du marché par des situations de prix excessifs. Le droit exclusif d'importation a été attribué au gouvernement, mais ce sont les commerçants privés qui effectuent les importations. Selon la situation des prix sur le marché interne, les droits de douane peuvent partiellement ou entièrement être supprimés. Les prix sont jugés excessifs s'ils dépassent les prix d'achat déterminés par le gouvernement (actuellement FS 170/100 kg). Compte tenu de la surcapacité structurelle au niveau des moulins, ce cas de figure n'est guère probable. A ce jour, des réductions ou suppressions de droits en vertu de cette disposition n'ont jamais eu lieu.

Question 3

Nous notons dans l'annexe contenant les renseignements statistiques que la Suisse ne distingue pas le commerce privé du commerce assuré par les entreprises d'Etat.

La Suisse pourrait-elle fournir ces renseignements?

Réponse

Les importations indiquées dans l'annexe statistique ont toutes été effectuées par des commerçants privés.

Question 4

Nous notons dans l'annexe contenant les renseignements statistiques que la Suisse a exporté de la farine de blé et de la semoule de blé dur.

Ces exportations ont-elles été effectuées par l'Office fédéral de l'agriculture en vertu de la Loi sur le blé?

Réponse

Pour ce qui a trait aux quantités exportées de farine panifiable et de semoule de blé dur, toutes les exportations ont été effectuées par des commerçants privés. Il y a lieu d'ajouter que certaines exportations ont été effectuées dans le cadre de l'aide alimentaire par des organisations non gouvernementales.

Canada

Questions

La notification suisse concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/CHE/1) décrivait le rôle de la Centrale suisse du ravitaillement en beurre (BUTYRA), de la Régie fédérale des alcools et de la Société coopérative suisse des céréales et matières fourragères (CCF) dans l'administration de certains contingents. Or, les deux premiers figurent dans la notification suisse sur les entreprises d'Etat, alors que la troisième ne s'y trouve pas. Cependant, le gouvernement accorde à la CCF le monopole d'importation de blé dur non dénaturé, de céréales panifiables et autres céréales et produits dérivés, et de céréales secondaires destinées à l'alimentation humaine. La Suisse pourrait-elle décrire le fonctionnement de cette société coopérative, et notamment son rôle par rapport aux importations? Cette société devrait-elle être notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'Etat? Sinon, pour quelles raisons?

Réponse

Le droit d'importer du blé panifiable et autres céréales destinées à l'alimentation humaine est réservé à la Société coopérative suisse des céréales et matières fourragères (CCF). Cependant, quiconque désire importer ces produits peut s'adresser à la CCF et obtiendra un permis d'importation général. Les meuniers de commerce et les négociants en blé reconnus peuvent importer du blé sans limitation quantitative moyennant paiement du droit de douane consolidé pour les contingents tarifaires. En ce qui concerne la gestion des importations des produits en cause, le rôle de la CCF porte donc sur la délivrance des permis d'importation. La CCF est en effet chargée de la surveillance du régime des stocks de réserve. C'est ce dernier aspect qui motive la réglementation actuelle concernant le régime d'importation. Les céréales énumérées ne faisant pas l'objet d'un commerce d'Etat en Suisse au sens de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994, respectivement au sens du paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII, elles n'ont pas été notifiées à l'OMC au titre des dispositions susmentionnées.

Il y a lieu de relever par ailleurs que, conformément à une décision du Conseil fédéral, les activités de la CCF prendront fin au 30 juin 1997 au plus tard. A ce stade, on peut s'attendre à ce que cette organisation cesse ses activités déjà au 31 décembre 1996.